

# **DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE**

## **COLLÈGE ZEP SITUÉ EN POLITIQUE DE LA VILLE.**

**ARRONDISSEMENT : 10È ARRONDISSEMENT DE PARIS**  
**RÉUNION DE COLLÈGE PUBLIC**

**Synthèse des débats jeudi 11 décembre 2003 et vendredi 12 décembre 2003**

L'ensemble de l'équipe enseignante et éducative était présente. Madame la Principale Adjointe a assisté à la seconde partie des débats. Malgré l'invitation, aucun élève n'était présent. Un parent d'élève représentant de la FCPE a participé à ce débat.

2ème débat : 11 personnes dont 9 parents (majoritairement de la FCPE) et 2 enseignants. Pas d'élève.

Forme des débats : dans les deux réunions, les questions ont été traitées en plénière.

Après les constats : LE DEBAT : synthèse du débat du 11/12/03

**question 02 : Quelles doivent être les missions de l'École, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?**

Le débat s'ouvre le constat d'un manque de continuité entre le 1<sup>er</sup> et second degré et un meilleur partage des apprentissages savoirs- faire et savoirs -être également.

- Quelles missions ?
- A quels moments ?
- Instruire, éduquer, former ?
- Quelles missions seraient plus spécifiques à l'école, au collège, au lycée ?

Pour les participants, il semblerait que la mission d'éduquer revienne davantage à l'école primaire.

Cependant, est-ce bien à l'école de prendre en charge l'éducation ?

Quels sont les rôles respectifs de l'École des familles dans l'éducation des enfants ? Ne demanderait-on pas trop à l'école ? Il conviendrait de davantage préciser ces missions et les hiérarchiser.

- La préparation à la vie professionnelle est-elle la première mission de l'école ?

Sans doute serait-il nécessaire d'assurer plus de souplesse et de passerelles entre les formations générale, technologique et professionnelle. Les participants souhaiteraient une redéfinition de la mission de l'école dans la préparation à la vie professionnelle.

N'est-ce pas aussi la réussite du projet de scolarisation dans sa dimension de massification de l'accueil et de l'ouverture au lycée qui conduit dans un contexte d'emploi totalement transformé à poser certaines problématiques en particulier celles de l'absentéisme et du décrochage scolaire ?

La question nouvelle maintenant qui se pose est qu'il ne suffit pas de les accueillir mais de savoir les garder au collège puis au lycée pour une scolarité fructueuse.

Comment prendre en compte la déception des élèves qui ont espéré que l'accès au lycée leur ouvrirait d'autres perspectives sociales et professionnelles et qui se heurtent rapidement aux

difficultés et à l'échec scolaire et se rendent compte qu'ils ont été orientés dans des voies dont ils ne perçoivent pas l'issue.

L'accès pour tous à une formation qualifiante est-elle encore une mission possible et compatible avec une volonté manifeste de préserver l'élitisme ?

Si l'école se donne prioritairement pour ambition l'intégration de tous, en luttant contre l'échec scolaire de ceux qui sont le plus en difficulté en vue d'assurer à tous une sorte de socle culturel, comment peut-elle garantir l'égalité des chances d'accéder aux élites ?

Doit-elle promouvoir au mérite les meilleurs parmi les plus défavorisés de manière à jouer son rôle d'ascenseur social ?

Que faire des règles de la compétition scolaire ?

L'école telle qu'elle est conçue dans son fonctionnement est-elle adaptée aux élèves d'aujourd'hui ?

Le problème de l'orientation et l'accès aux diverses voies possibles a soulevé bien des échanges et des questions. Enfin, par rapport à ces problématiques les questions de la formation, de la connaissance du monde de l'entreprise, ont été soulevées.

La formation initiale ne permet guère de clarifier véritablement ces questions ni d'armer suffisamment quant aux premières années d'enseignement qui se font le plus souvent dans des endroits difficiles.

- La question du sens de l'Ecole est posée, de même celle du plaisir, il conviendrait, avant tout agir sur la transformation de l'attitude consumériste des parents et des élèves extrêmement nuisible dans la construction du rapport au savoir des élèves. Par ailleurs la question du collège unique est soulevée, et le manque de souplesse quant à la diversification réellement possible des parcours. Le rapport consumériste des élèves et des parents à l'école nuit gravement aux apprentissages, au sens de l'effort.

- L'adaptation au rythme des élèves peut difficilement être prise en compte dans les structures traditionnelles dans lesquelles nous fonctionnons. Ainsi la difficulté de prendre en compte les élèves non francophones s'en trouve renforcée.

- Les participants se plaignent de ne pas être assez aidés et accompagnés par l'institution quant aux difficultés nouvelles qu'ils doivent surmonter.

- L'Europe a une mauvaise influence sur le système scolaire français.

Cette question a entraîné un débat très controversé, ce qui était latent, c'était la question de l'harmonisation des diplômes et le problème du niveau des exigences. Les participants revendiquent pour la France le haut niveau culturel que les enseignants continuent d'essayer d'assurer.

De fait ce sont bien plus des questions partagées qui sont soulevées lors de ce débat que réellement des propositions.

### Synthèse du deuxième débat /12 /12/03

Sous-thème : Dialogue parents - enseignants.

Les parents considèrent que dans le collège la parole est bloquée et que l'institution devrait être plus ouverte au sens propre et au sens figuré. Une institution est d'autant plus forte qu'elle sait dialoguer. La qualité du service public doit sans cesse être améliorée, en particulier par la gestion des situations de crise. Le dialogue n'est pas facile entre parents et membres de l'équipe éducative. En particulier

lorsqu'il y a un problème avec un enseignant, les parents n'ont pas d'interlocuteur ni de lieu pour parler.

Les enseignants pensent que c'est au-dessus du chef d'établissement que la hiérarchie est bloquée. Ce dernier fait des choses mais au-dessus ça ne bouge pas. Ils ont l'impression d'être très contrôlés : parents, élèves, chef d'établissement, inspecteur,.... Ils reconnaissent qu'il y a de l'imperméabilité (par exemple les rapports d'inspection ne sont pas communiqués aux parents).

Sous-thème : Carrière des enseignants, possibilités d'interruption

Pour les parents, les enseignants devraient pouvoir s'arrêter d'enseigner quand ils se sentent "fatigués". Il devrait y avoir plus de passerelles avec d'autres métiers ou fonctions et plus de facilité pour la formation continue. Pour les jeunes professeurs, il semble que la période de stage après le concours ne soit pas réalisée complètement.

Les enseignants indiquent qu'en dehors des possibilités de mutation, ils ont le droit de prendre trois années de congé sabbatique dans toute leur carrière.

La féminisation importante du métier d'enseignant est l'une des causes des problèmes d'autorité que rencontrent les enseignants, en particulier avec les enfants provenant de cultures où la place de la femme est inférieure à celle de l'homme.

Proposition

Créer un cadre collectif de discussion, un lieu de parole libre entre parents et enseignants, à l'image de l'heure de vie de classe pour les élèves, pour parler notamment de choses dont on ne parle jamais comme : la pédagogie d'un enseignant, l'absentéisme, .... Désigner un médiateur pédagogique pour intervenir en cas de conflit. Cette organisation devrait changer le rapport des parents à l'école.

### **Question 15 : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?**

- L'adulte doit se positionner comme adulte . La mise en synergie de tous les acteurs est indispensable pour permettre de lutter efficacement contre la violence et les incivilités. C'est une prise en compte collective qui permet la cohérence et la clarification des réponses des adultes .
- L'école doit promouvoir et défendre la laïcité et transmettre les valeurs républicaines
- L'institution doit permettre à l'enseignant de renforcer son autorité en lui donnant les moyens de certaines prises de décisions.
- La question des conseils de discipline a été soulevée, le pilotage académique doit adopter une position claire et rigoureuse clairement affichée.
- L'établissement est peut-être un lieu de vie mais il est surtout un lieu pour apprendre, il faut renforcer le respect des règles et s'attacher pour le moins à faire respecter ce qui est inscrit dans le règlement intérieur voté en CA.
- Le problème des assistants d'éducation est soulevé, force est de constater que la vie scolaire semble peu efficace quant au respect de ces règles.
- Il faut moins hésiter à demander de manière immédiate « la réparation de la faute ».
- Les élèves ne sont pas assez responsabilisés.
- Renforcer les partenariats.

- Mettre en place un suivi individualisé des élèves difficiles. A ce propos, il serait souhaitable qu'au sein des établissements il existe des lieux agréables pour travailler, ce qui permettrait aux enseignants qui le souhaitent d'être plus présents au sein de l'établissement. Il faut souligner ceux qui le souhaitent car un grand nombre d'enseignants protestent sur le fait qu'on puisse leur demander un temps de présence plus important.

### Synthèse du deuxième débat

Face à la violence, il faut une parole d'adulte. L'autorité dépend beaucoup de la personnalité des adultes.

Il faut d'autre part un discours cohérent entre adultes, ce qui suppose un travail d'équipe.

La formation ne prépare pas à toutes les situations rencontrées sur le terrain. L'institution aide-t-elle les adultes à apprendre à gérer les conflits ?

Les parents ne viennent pas au collège, d'ailleurs il y a peu d'occasions où on les y accueille. La journée " portes ouvertes " pour les CM2 est une bonne chose, de même que l'initiative de la dernière rentrée de permettre aux parents de 6<sup>o</sup> d'accompagner leurs enfants dans les classes.

Proposition : Il faut dans les collèges des adultes formés à l'adolescence, en particulier les assistants d'éducation, qui sont amenés à gérer les conflits entre enfants.

Proposition : il faut ouvrir plus l'école, changer le regard de l'environnement. Dans les conseils de quartier du X<sup>o</sup>, des habitants réclament de pouvoir entrer dans les collèges de l'arrondissement, pour voir ce qui s'y passe.

Violence sociale : l'échec scolaire et ses conséquences constituent une violence pour les enfants. On peut citer en particulier le cas des enfants renvoyés après un conseil de discipline et qui ont l'obligation de s'inscrire au CNED (enseignement à distance). Le circuit d'expulsion d'élèves d'un collège vers un autre est complètement anti-pédagogique. S'il faut des sanctions, il faut aussi trouver des solutions. Il y a un lien évident entre la violence, le respect et la souffrance.

Le conseil de classe est, de l'avis de tous les présents, un moment violent, par le jugement qui est porté sur les enfants.

Les enseignants remarquent de plus en plus d'enfants non pas violents mais en souffrance du fait de leur environnement proche (famille) et/ou de leur échec scolaire.

L'ascenseur social fonctionne-t-il ? Dans ce collège, on voit que les chinois primo-arrivants, après quelques années difficiles, finissent brillamment.

Quid des élèves les plus faibles ? Arrive-t-on à les repêcher ?

Il arrive que des enfants soient en grande difficulté et qu'on n'ait plus rien à leur proposer.

Comment revaloriser l'élève en difficulté dans le cadre du collège ?

Des enfants en situation d'échec ou qui s'ennuient peuvent générer de la violence.

Discrimination positive : c'est une bonne chose, comme l'ENA qui recrute dans les banlieues (ouverture aux élèves de ZEP sans concours).

Un parent explique que la raison pour laquelle les grandes écoles n'accueillent pas d'élèves issus de milieux populaires est que dans les concours les questions de culture générale ne leur sont pas à leur portée du fait de leur origine. Or, on constate qu'au bout de deux ans ces élèves réussissent aussi bien que les autres.

Proposition : Pour agir contre la violence, il faut d'une part augmenter le nombre d'adultes spécialisés,

d'autre part renforcer le soutien psycho-pédagogique notamment le temps d'infirmières et de conseillers d'orientation - psychologues, qui sont actuellement en baisse, enfin mettre en place de la remédiation scolaire et sociale.

Proposition : pour résoudre les défauts du programme unique, il faut changer les programmes et créer des classes d'aide et de soutien.

**-question n°19 : Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements et l'accompagner d'une évaluation ?**

- Les participants ont aussitôt posé le problème d'égalité.
- Cette autonomie peut engendrer une véritable compétition entre les établissements et renforcer le phénomène d'établissements « ghettos » dans certains endroits.
- Les participants soulignent la nécessité d'orientations nationales, ils soulignent les dérives possibles si des orientations régionales les remplaçaient. En même temps ils disent qu'il faut favoriser plus d'initiative pour s'adapter à la diversité des élèves et donc donner plus de responsabilité aux établissements.
- Quant à l'évaluation il faut clarifier ce que celle-ci peut signifier et induire. Il faut définir des critères précis. Qui les définirait ? Cela pose problème et les participants se sentent démunis pour répondre à une telle question.

Synthèse du deuxième débat

Non, il ne faut pas donner plus d'autonomie aux établissements, car cela favoriserait la concurrence entre établissements.

Dans la conjoncture actuelle de diminution des moyens, la décentralisation n'est pas acceptable

Remarques sur le deuxième débat du 12/12/03 des sous thèmes ont été évoqués:

Sous-thème : Choix du collège public : Qualités de notre collège. Comparaison avec d'autres quartiers et le secteur privé

Plusieurs des participants expliquent les raisons personnelles de leur choix du collège public de quartier pour leur enfant : apprendre la vie, garder les amis du primaire, Un autre parent a choisi le public par manque de place dans le privé.

Les collèges publics, en particulier dans le X<sup>o</sup> arrondissement, font souvent l'objet de rumeurs négatives, il y a une concurrence forte du privé, il faudrait les valoriser plus.

Un parent dont les trois enfants ont fait toutes leurs études en ZEP pense qu'un élève qui est bon, reste bon. Il faudrait faire revenir les anciens élèves du collège pour voir ce qu'ils sont devenus. Dans les quartiers plus favorisés et les établissements d'élite, il existe un mépris social qui est très difficile à vivre (cf. les suicides dans les grands lycées parisiens). Cela n'existe pas ici.

La priorité numéro 1 de l'école publique doit être d'accueillir tous les enfants.

Les différentes enquêtes sur les collèges mettent l'accent sur l'éducation mais ne parlent pas de la sélection. Elles fournissent donc des informations erronées aux gens.

Le collège doit accueillir tout le monde et se donner les moyens pour que chacun s'y sente à l'aise.

Sous-thème : la violence, comparaison avec d'autres quartiers, d'autres établissements

Un avis moins satisfait fait état de violence et d'enfants durs, ingérables.

Un professeur fait remarquer que la violence existe aussi dans des établissements publics de quartiers

plus favorisés. Un parent souligne le fait qu'il y a de la violence aussi dans le privé. Un autre parent précise qu'utiliser le terme « violence » pour tout désigner ne fait pas avancer les choses.

Dans ce collège on exclut très vite les enfants indésirables.

### **Trois priorités pour l'école :**

**1** Ne pas donner plus d'autonomie aux établissements, au contraire il faut renforcer le pilotage national et académique afin d'assurer la continuité des apprentissages et des pédagogies, ainsi que mieux définir les missions prioritaires de chacun. Enfin, davantage accompagner et former les pédagogues et les éducateurs

**2** Renforcer l'égalité des chances et assouplir le système éducatif .

Au collège, mettre en place tous les moyens nécessaires pour éviter le décrochage scolaire et réduire la violence : nombre d'adultes suffisant (notamment, adultes spécialisés), formation des adultes à l'adolescence, heures de soutien psycho-pédagogique.

**3** Augmenter la lisibilité d'un système éducatif en constante évolution et créer au sein des établissements, un lieu de parole libre entre parents et enseignants ; désigner un médiateur pédagogique pour intervenir en cas de conflit.